



Centre hospitalier de Versailles  
Cellule Commande Publique GHT 78 Sud

**ACCORD-CADRE DE MAITRISE  
D'OEUVRE**

# Mission de Maîtrise d'œuvre pour la réalisation de travaux divers pour les établissements du GHT 78 sud

Appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles L2124-2, R2124-2 1° et R2161-2 à R2191-5  
du Code de la commande publique

## **Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun aux 2 lots**

Consultation n°

2025MB11

## ELEMENTS CLES DU CONTRAT

Acheteur	Centre hospitalier de Versailles
Type de contrat	Accord-cadre à marchés subséquents mono-attributaire pour le lot 1 et multi-attributaires pour le lot 2 de services sans montant minimum et avec un montant maximum de 3 925 000 € HT pour toute la durée du marché
Structure	2 lots
Durée	12 Mois reconductibles 3 fois. La durée maximum de l'accord-cadre est de 48 mois
Variation des prix	Révisables (formule)
Pénalités	Voir article 9 du CCAP
Variation des prix	Révisables (voir article 5.1 du CCAP)
Nature des prix	Voir article 5.1 du CCAP

### PREAMBULE

Le Centre hospitalier de Versailles étant établissement support du GHT Sud 78, agit pour son propre compte et le compte des établissements parties au GHT désigné dans l'annexe à l'acte d'engagement.

La présente consultation est lancée sous forme d'un appel d'offres ouvert européen, en application des articles des articles R2124-2 1°, R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

**Dispositions particulières liées au GHT :**

Concernant les relations contractuelles liées à la phase d'exécution du contrat, elles sont établies entre le Titulaire et l'établissement concerné par l'exécution des prestations.

Ainsi, les dispositions suivantes dérogent aux articles du CCAG visé dans les pièces contractuelles au présent document, qui désignent le pouvoir adjudicateur (ou acheteur) comme responsable des actes d'exécution du marché ou accord-cadre :

- Dispositions relatives à la demande de paiement

La présentation des demandes de paiement (acompte, solde) s'effectue auprès de chaque établissement concerné par l'exécution du contrat. Aucune demande de paiement ne peut être envoyée à un établissement non concerné par l'exécution d'une prestation dont il n'est pas le donneur d'ordre. L'envoi erroné d'une demande de paiement ne fait pas courir le délai de 50 jours. Le(s) comptes assignataires sont désignés à l'annexe à l'acte d'engagement. Les intérêts moratoires sont appliqués au(x) seul(s) établissement(s) concerné(s) par le retard de paiement.

Par ailleurs, se reporter à l'article du présent CCAP sur la demande de paiement et notamment la facturation électronique.

- L'établissement support intervient dans les relations contractuelles pour le compte des autres établissements dans les situations suivantes :
  - Prononciation de la résiliation du contrat
  - Assistance à l'établissement concerné pour les règlements amiables et juridictionnels du contrat
  - Signature des modifications du contrat (avenant)
  - Dénonciation pour non reconduction tacite

Tous les actes d'exécution non prévus dans cette présente disposition sont établis entre le Titulaire et l'établissement (les établissements) concerné(s) par l'exécution des prestations.

# 1. DEFINITIONS

Terme	Définition
<b>Contrat</b> :	Le contrat est un accord-cadre passé en Appel d'offre ouvert - Code de la commande publique. Le contrat fait référence au CCAG Maîtrise d'œuvre du 31 mars 2021 .
<b>Accord-cadre</b> :	L'accord-cadre permet de présélectionner un ou plusieurs opérateurs économiques en vue de conclure un contrat établissant tout ou partie des règles relatives aux commandes à passer au cours d'une période donnée.
<b>Marchés subséquents</b> :	Les marchés subséquents sont les <b>marchés passés sur le fondement d'un accord-cadre</b> , qui précisent les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations qui n'ont pas été contractualisées dans l'accord cadre
<b>Acheteur</b> :	L'acheteur désigné dans l'accord cadre agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté et le maître d'ouvrage.
<b>Maître d'ouvrage</b> :	Personne morale publique ou privée, le maître d'ouvrage est le propriétaire ou l'affectataire d'un patrimoine immobilier et le commanditaire pour lequel un projet de bâtiment est réalisé ; désigne aux termes du présent accord-cadre, au sein des GHT, les établissements parties.
<b>Titulaire</b> :	Le titulaire désigné dans l'accord-cadre est l'opérateur économique qui conclut l'accord-cadre avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
<b>Prestation</b> :	La prestation est l'ensemble des tâches prévues à l'accord cadre qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.
<b>Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) :</b>	dispositif de coopération sanitaire obligatoire institué par l'article L6132-1 du Code de la santé publique (CSP) ne disposant pas de la personnalité juridique et dont l'établissement support assure, pour le compte des autres établissements parties au groupement, les fonctions et les activités déléguées.

## 2. OBJET DU CONTRAT

### 2.1. Description des prestations

#### ■ Objet de la prestation :

Le présent accord-cadre a pour objet les prestations missions de maîtrise d'œuvre. Le périmètre d'intervention concerne l'ensemble des établissements du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) 78 sud. Il inclut les missions de maîtrise d'œuvre pour la rénovation, la réhabilitation, la restructuration, la démolition, la remise en conformité des bâtiments, ainsi que tout autre type de travaux associés nécessaires à la réalisation des objectifs du GHT 78 sud.

Ce présent accord-cadre ne concerne pas:

- Les opérations nécessitant un concours de maîtrise d'œuvre,
- Les opérations dont la consultation de maîtrise d'œuvre exige un rendu de prestation au stade de l'offre entraînant le versement d'une prime
- Les opérations techniques nécessitant une expertise/compétence particulière.

#### ■ Allotissement :

Conformément à l'article L2113-10 du code de la commande publique, les prestations objet du contrat font l'objet d'une décomposition en lot **deux (2)** lots.

Cet accord-cadre est exécuté par la passation de marchés subséquents dans les conditions des articles, R2162-7 à R2162-12 du Code de la commande publique.

N° de lot	Intitulé du lot	Périmètre	Particularités
1	Mission de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de travaux divers pour la direction commune de Rambouillet et l'Hôpital de rééducation de Bullion	<b>Direction comprenant</b> (les CH de Rambouillet, Hôpital Gérontologique de Chevreuse, l'Hôpital de Houdan et l'Hôpital de Bullion)	Mono-attributaire
2	Mission de maitrise d'œuvre pour la réalisation de travaux divers pour la direction commune de Versailles	<b>Direction commune Versailles</b> (CH de Versailles, Hôpital Le Vésinet, CH de Plaisir, EHPAD les Aulnettes, CH La Mauldre)	Multi-attributaire (maxi 2 titulaires)

#### ■ Description des prestations :

Le périmètre des missions de maîtrise d'œuvre de l'accord-cadre est (livre IV du titre II du code de la commande publique). Les périmètres des missions sont décrits dans le Cahier des Clauses particulières (CCTP) spécifiques à chaque lot.

#### ■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est **défini selon le découpage géographique et la décomposition du marché prévus à l'article 3 du présent document.**

#### ■ Pièces contractuelles :

Le présent accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'article 4 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de travaux approuvé par l'arrêté du 31 mars 2021 (CCAG MOE) :

- Les actes d'engagement et leurs annexes financières :
  - Annexes financières composé de bordereau de prix unitaires spécifiques à chaque lot;

- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à l'ensemble des lots et ses annexes éventuelles ;
- Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) spécifiques à chaque lot
- Les Cadres de réponses techniques par lot
- Le Cahier des clauses administratives générales Maitrise d'œuvre approuvé par arrêté du 31 mars 2021 ;
- Les pièces des marchés subséquent ;
- Le Cahier des clauses techniques générales applicable aux prestations de l'accord-cadre ;
- Les modifications du contrat ;

Les exemplaires originaux des pièces du marché conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font seuls foi.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre susmentionné.

Toute clause portée dans les catalogues, barèmes ou documentation quelconques produits par le titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Notamment, les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

## 2.2. Intervenants

### ■ Maitre d'ouvrage :

La maîtrise d'ouvrage est assurée par chaque établissement partie concerné par le présent marché.

## 3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

### ■ Découpage géographique

Le présent accord-cadre est découpé en zone géographique de manière suivante :

Zone d'exécution des prestations	Direction commune Versailles	Direction Commune Rambouillet	Bullion
	Centre Hospitalier de Versailles	Centre Hospitalier de Rambouillet	Hôpital de pédiatrie et de rééducation de Bullion
	Centre Hospitalier de de Plaisir	Hôpital de Houdan	
		Hôpital Gérontologique Philippe Dugué de Chevreuse	
	Hôpital Le Vésinet		
	Centre Hospitalier de de la Mauldre		
EHPAD Les Aulnettes de Viroflay			

### ■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

La forme retenue pour l'exécution de l'accord-cadre à marchés subséquents. Cet accord-cadre est exécuté au fur et à par la conclusion des marchés subséquents dans les conditions des articles R2162-1 à R2162-14 du Code de la Commande publique.

L'accord-cadre est :

- **Mono attributaire pour le lot 1**
- **Multi-attributaire pour le lot 2**

**En cas de mono-attribution, l'attribution se fait systématiquement au titulaire du lot concerné.**

**Les lots multi-attributaires ayant finalement admis un seul titulaire sont considérés comme des lots mono-attributaires au cours de l'exécution de l'accord-cadre.**

■ **Nature de la prestation et montant de l'accord-cadre :**

Les prestations relèvent d'un contrat de services.

L'accord-cadre est conclu mono attributaire et multi-attributaires sans montant minimum avec un montant maximum de 1 300 000,00 € HT pour le lot 1 et 2 625 000,00 € HT pour toute la durée du marché.

■ **Articulation des marchés subséquents**

L'exécution de l'accord cadre est à marchés subséquents. Les marchés subséquents seront attribués à l'offre économiquement la plus avantageuse dans les conditions prévues à l'article XX du présent CCAP. La passation des marchés subséquents interviendra lors de la survenance des besoins des établissements concernés par le présent marché.

La conclusion des marchés subséquents interviendra pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Les marchés subséquents entrent en vigueur à la date de leur notification au titulaire,

La date de fin d'exécution des prestations d'un marché subséquent peut être postérieure à la date d'échéance de l'accord-cadre, sans toutefois que cette prolongation de l'exécution au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre soit de nature à méconnaître l'obligation de remise en concurrence périodique des titulaires de l'accord-cadre.

Il est rappelé que les titulaires de l'accord-cadre s'engagent à remettre une offre à chaque marché subséquent passé sur le fondement de cet accord cadre. En cas de non réponse d'un titulaire de manière répétée au moins trois fois sans justification, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre conclu avec ledit titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à une quelconque indemnisation sous quelque forme que ce soit

## **4. DUREE DU CONTRAT ET DELAIS D'EXECUTION**

■ **Durée globale du contrat :**

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter **de la date de notification du marché ou à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage.**

Il est reconductible trois (3) fois pour une durée de douze (12) mois supplémentaires, par tacite reconduction.

La décision de non reconduction de l'accord-cadre est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception deux (2) mois avant son terme. Elle ne donne lieu à aucune indemnité.

La durée maximale de l'accord-cadre est de **quarante-huit (48)** mois.

■ **Durée des marchés subséquents passés sur le fondement de l'accord-cadre**

La durée d'exécution des marchés subséquents passés sur le fondement de l'accord-cadre est fixée par les pièces de chacun de ces marchés.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit ou à l'échéance de l'accord-cadre, les marchés subséquents conclus continuent à s'exécuter jusqu'à l'achèvement des prestations.

■ **Prestations similaires :**

L'acheteur peut passer avec le titulaire, des marchés négociés sans publicité ni mise en concurrence pour des prestations similaires dans le respect des dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat.

■ **Prolongation du délai d'exécution :**

En cas de prolongation de plus de 10% de la durée du chantier pour des motifs ne relevant pas de la responsabilité du titulaire, les parties se rapprochent pour déterminer si ce retard ouvre droit à rémunération complémentaire, conformément à l'article 15.3.5 du CCAG Maîtrise d'œuvre.

## 5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

---

### 5.1. Prix du contrat

■ **Nature des prix :**

Les prix du contrat se feront sur la base d'un pourcentage de rémunération du maître d'œuvre qui s'applique au montant prévisionnel des travaux de l'opération donné par l'acheteur.

Les prix du contrat sont **forfaitaires. Ils sont construits avec un taux de rémunération, indexé sur le montant des travaux.**

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à l'assurance ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

■ **Modalités d'établissement des prix du marché :**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économique du mois M0 relatif au mois de remise des offres de l'accord-cadre ou des marchés subséquents.

■ **Variation des prix :**

Les prix de l'accord-cadre sont **révisables** annuellement à la date anniversaire du contrat, à la hausse comme à la baisse par application d'une formule de révision.

En application de l'article 10.1.1 du CCAG-MOE, les prix sont révisables lorsque la durée d'exécution du marché subséquent est supérieure à trois mois.

La révision est effectuée par application aux prix du marché d'un coefficient (C) de révision donné par la formule suivante :

$$C = 0,15 + 0,85 (I_m/I_0)$$

dans laquelle  $I_0$  et  $I_m$  sont les valeurs prises par l'index de référence  $I$  visé à l'article ci-dessus respectivement :

$I_0$  = Indice ING Ingénierie Base 2010 publié au mois M0-MOE date de remise de l'offre du marché subséquent ou de l'accord-cadre



IM = correspond au dernier indice ING Ingénierie Base 2010 publié au moment de la réception de la facture au mois M au cours duquel l'acompte ou l'élément de mission est remis suivant les modalités de détermination précisées ci-après.

Ce coefficient sera appliqué (multiplié) sur le montant du marché subséquent de la maîtrise d'œuvre pour les éléments de mission à réviser.

Pour le calcul des révisions le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

En application de l'article R. 2191-28 du code de la commande publique, lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du paiement, le maître d'ouvrage procède au paiement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue.

**Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre procéderont à la révision définitive dès que les index seront publiés.**

Les prix révisés sont envoyés à la cellule des achats du Centre Hospitalier de Versailles pour validation.

La proposition du titulaire reprend les annexes financières mises à jour des prix révisés sous format Excel en faisant apparaître dans un onglet distinct les indices et leurs valeurs associées, **le détail de la formule et son résultat**

➤ **Pour les éléments d'étude ESQ, APS, APD, PRO, ACT**

Index du mois au cours duquel le dossier d'études concerné est remis complet au maître de l'ouvrage pour vérification et admission.

➤ **Pour l'élément DET :**

Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée conformément à l'article « acomptes » ci-après.

➤ **Pour l'élément VISA :**

Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécuté conformément à l'article « acomptes » ci-après.

➤ **Pour l'élément EXE – Etudes d'Exécution :**

Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécuté conformément à l'article « acomptes » ci-après.

➤ **Pour l'élément AOR :**

Pour la première partie de l'élément définie à l'article « acomptes » du présent CCAP, il convient de prendre en compte l'index du mois au cours duquel les documents cités ont été remis au maître de l'ouvrage et l'index du dernier mois du délai de garantie de parfait achèvement pour la quatrième partie du « acomptes » du présent CCAP.

Les deuxièmes et troisièmes parties visées à l'article « acomptes » du présent CCAP sont révisées par application de l'index du mois au cours duquel les documents complets constatant l'achèvement des phases auxquelles ces parties se rapportent sont remis.

Les factures révisées du MOE feront l'objet d'une vérification et validation par les services financiers des établissements concernés par le présent marché.

■ **Missions complémentaires – missions OPC et SYN :**

➤ **Missions OPC – Ordonnancement, Pilotage et Coordination :**

Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécuté conformément à l'article « acomptes – missions complémentaires » ci-après.

➤ **Missions SYN – Synthèse :**

Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécuté conformément à l'article « acomptes – missions complémentaires » ci-après.

■ **Clause butoir**

Si les prix des prestations venaient, lors des révisions de prix, à dépasser une augmentation de 4%, il est fait application de ce pourcentage butoir sur les prix à réviser pour déterminer les nouveaux prix du contrat.

#### ■ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les montants des acomptes sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts. Lors du paiement des acomptes le fait générateur est réputé intervenir lors de l'expiration de la période de décompte correspondant.

En cas de sous-traitance et conformément aux dispositions relatives à l'auto-liquidation de la TVA issues de l'article 283 du Code général des impôts, le sous-traitant adresse une facture en hors taxe pour les prestations réalisées.

La TVA relative aux prestations sous-traitées est, quant à elle, perçue par le fournisseur responsable du sous-traitant.

#### ■ Clause de prix promotionnel

Le titulaire adresse le tarif promotionnel au Pouvoir Adjudicateur, par tout moyen lui permettant de lui donner une date certaine, et lui donnant toutes les précisions utiles, notamment la durée de validité de la promotion et la désignation précise des articles concernés (référence article, libellé article, etc.).

Ce tarif est validé par le pouvoir adjudicateur et est annexé au marché public et constitue une pièce contractuelle.

La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion. La facture intégrant des prix promotionnels fait explicitement référence au tarif promotionnel.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché public annexés à l'acte d'engagement sont à nouveau en vigueur.

## 5.2. Conditions de paiement

#### ■ Rémunération du maître d'œuvre :

L'avancement des études d'avant-projet définitif permet au maître d'œuvre, lors de l'établissement des prestations de chaque élément, de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

L'engagement du maître d'œuvre intervient à l'issue des études de l'APD sur la base de l'évaluation quantitative et estimative des travaux.

**Le forfait définitif est arrêté dès que le coût prévisionnel est établi, soit, à la fin de la phase APD. Il est établi par avenant.**

**Si le coût prévisionnel de réalisation proposé par le maître d'œuvre est supérieur à l'enveloppe financière arrêtée par le maître de l'ouvrage et figurant à l'annexe de l'acte d'engagement, le maître d'ouvrage peut :**

- **Soit refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus,**
- **Soit arrêter les prestations objet du contrat en phase APD lorsque le coût des travaux s'avère être supérieur à l'enveloppe financière disponible des travaux,**
- **Soit accepter les études, mais dans ce cas le taux de rémunération est renégocié. En cas d'échec de cette négociation, le forfait de rémunération sera recalculé selon la formule suivante :**

Coût prévisionnel	Rémunération sur la base du taux	Forfait
$C < C_0 - 3\%$	$t' = \{C_0t - [(C - C_0) \times 0,03]\} / C$	$Ct'$
$C > C_0 + 3\%$	$t' = \{C_0t + [(C - C_0) \times 0,03]\} / C$	$Ct'$

$C = C_0 \pm 3 \%$	$t'=t$	$C_0t$
--------------------	--------	--------

Dans laquelle :

C : est le coût prévisionnel transmis par le maître d'œuvre au terme de la phase APD.

C<sub>0</sub> : coût des travaux retenu par le maître de l'ouvrage et indiqué dans l'annexe de l'acte d'engagement.

t : taux de rémunération indiqué par le titulaire du marché dans l'acte d'engagement

t' : est le nouveau forfait de rémunération.

Un avenant au marché sera établi, qui arrêtera le coût de réalisation des travaux sur lequel doit s'engager le maître d'œuvre et le forfait définitif de rémunération. Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération. Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois Mo des études figurant à l'acte d'engagement.

#### ■ Estimation du coût prévisionnel :

Le maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel définitif des travaux sur la base de l'exécution des études d'Avant-Projet Définitif.

**Si le coût prévisionnel définitif des travaux proposés par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations de cet élément est supérieur à la part de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage celui-ci peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière.**

Après réception de l'Avant-projet Définitif par le maître de l'ouvrage, un avenant fixe le montant du coût prévisionnel définitif des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter.

En cas de désaccord sur le coût, le Maître d'œuvre devra faire connaître au Maître d'Ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception postée au plus tard **8 jours** calendaires suivant la communication du coût prévisionnel définitif par le Maître d'Ouvrage :

- S'il décide de résilier le contrat en renonçant à tous ses droits et sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité,
- Ou s'il exécute le marché aux termes et conditions prévus en se réservant seulement de démontrer devant un juge, l'abus du Maître d'Ouvrage dans la fixation du coût prévisionnel définitif.

Faute de décision notifiée comme il est indiqué et dans le délai imparti, l'accord du Maître d'œuvre est réputé acquis. Le coût prévisionnel des travaux comprend l'ensemble des dépenses nécessaires au respect du Programme Détaillé (P.D.) et les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage.

En revanche, l'estimation prévisionnelle ne comprend pas :

- La Taxe sur la Valeur Ajoutée (T.V.A.),
- Les honoraires de Maîtrise d'œuvre,
- Les aléas techniques ; - Les frais préliminaires (étude de sol et géomètre),
- Les dépenses d'exécution d'œuvre d'art confiée à un artiste ou à un maître,
- Les honoraires du contrôle technique du coordonnateur sécurité,
- Les frais des polices d'assurance « Dommage – Ouvrage » et « Tous Risques Chantier »,
- Les équipements mobiliers, sauf ceux décrits dans le programme.

#### ■ Seuil de tolérance sur le coût prévisionnel des travaux:

Le coût prévisionnel définitif des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 8%. ~~se situe entre 3-5% pour~~  
**Seuil de tolérance = coût prévisionnel des travaux x (1+taux de tolérance)**

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

- **Engagement du maître d'œuvre à respecter le coût de réalisation des travaux :**
- **Coût de réalisation des travaux :**

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte de marchés de travaux passés par le maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux. Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la mise en concurrence des marchés de travaux, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

- **Conditions économiques d'établissement :**

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois « M0 travaux » fixé dans le cadre de la passation des marchés de travaux (indiqué dans les cahiers de charge des marchés de travaux).

- **Seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux :**

Le coût définitif de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 10%

**Seuil de tolérance** = coût de réalisation des travaux x (1 + taux de tolérance)

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance indiqué à l'alinéa précédent.

- **Coût total définitif des travaux:**

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux sur lequel le maître d'œuvre assume sa mission, passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le coût de réalisation est notifié par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre s'engage à le respecter.

Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans les documents ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M<sub>0</sub> correspondant au mois de remise de la/les offres(s) ayant permis la passation des marchés de travaux.

- **Avance :**

Sauf renoncement du titulaire, une avance est prévue si le montant de la commande, est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Concernant le taux de cette avance, il est fait application de l'option B de l'article 11.1 du CCAG MOE

- **Présentation des demandes de paiement :**

Par dérogation à l'article 11.3 du CCAG MOE les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- Le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission; le numéro du contrat ;
- Le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- Les dates de réalisation des prestations ;
- La nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- Le détail des prix unitaires,
- Le détail des calculs, avec justifications à l'appui, des coefficients de révision de prix,
- En cas de groupement conjoint ou solidaire, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutés par le sous-traitant, le montant total hors TVA, le montant TTC, ainsi que le cas échéant, les variations de prix établies hors TVA et TTC ;
- Le taux de TVA applicable ;
- Le numéro de bon de commande
- La désignation de l'établissement concerné par la facture et son SIRET,

- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles sont adressées de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique.

**Les demandes de paiement seront adressées à chaque établissement concerné.**

- Le numéro de SIRET de l'établissement concerné par la facture,
- Le numéro et le code du service du marché seront communiqués aux titulaires à la notification.

Les adresses de facturation sont indiquées sur l'annexe de l'acte d'engagement.

■ **Délai de paiement :**

Le délai de paiement est de **50 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

■ **Acompte :**

**En dérogation à l'article 11.2 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre**, le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dans les conditions suivantes :

**Missions courtes :**

Les missions dont la rémunération est inférieure ou égale à 5 000€ HT et dont la durée est inférieure ou égale à 3 mois font l'objet d'un paiement unique à la livraison et à l'acceptation du livrable :

- **DIAG** : 100% à la remise et à l'acceptation du rapport
- **GPA** : 100% à la fin de la période de garantie, après validation du rapport final.
- **PRO** : 100% à la remise de à l'acceptation du dossier, uniquement si la mission est ponctuelle

**Missions longues (rémunération > 5 000 € HT OU durée > 3 mois):**

Les prestations incluses dans les éléments suivants APS, APD, et PRO, font l'objet d'un règlement correspondant à 70 % à la remise du dossier et 30% à l'acceptation par le maître de l'ouvrage. (Pour l'exécution de prestations ACT et VISA).

**a) Élément ACT**

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante

- ▶ Après remise et admission par le Maître d'Ouvrage du dossier de consultation des entreprises : 30,00 % ;
- ▶ Après l'analyse des offres des entreprises : 40,00 % ;
- ▶ Après mise au point des marchés de travaux et acceptation par le maître de l'ouvrage de (ou des) offre(s) des entreprises : 30,00 %.

Ces prestations peuvent cependant faire l'objet de règlements partiels dans le(s) cas d'une consultation des entreprises lancée en plusieurs fois.

**b) Élément VISA**

Les prestations incluses dans l'élément Visa sont réglées comme suit :

- ▶ En fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes mensuels, proportionnellement à la durée du chantier telle que définie à l'OS de démarrage des travaux.

En cas de prolongation du délai de chantier n'entraînant pas d'honoraires complémentaires pour cet élément de mission, le solde de cet élément de mission sera réparti proportionnellement au nouveau délai.

#### **Pour l'exécution des prestations de contrôle d'exécution (DET et AOR)**

c)

##### **c) Élément DET (Direction de l'exécution des contrats de travaux)**

Les prestations incluses dans l'élément de mission DET sont réglées comme suit :

- ▶ En fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes mensuels, proportionnellement à la durée du chantier telle que définie à l'OS de démarrage des travaux : 85,00 % ;
- ▶ A la date de l'accusé de réception, par le maître de l'ouvrage du projet de décompte final des entreprises et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises : 15,00%

En cas de prolongation du délai de chantier n'entraînant pas d'honoraires complémentaires pour cet élément de mission, le solde de la première partie de cet élément de mission sera réparti proportionnellement au nouveau délai.

##### **b) Élément AOR (Assistance lors des Opérations de Réception et pendant la garantie de parfait achèvement)**

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

- ▶ A l'issue des opérations préalablement à la réception : à la date de remise au maître de l'ouvrage du procès-verbal de réception transmis pour signature : 15,00 % ;
- ▶ A la remise complète du dossier des ouvrages exécutés : 25,00 % ;
- ▶ A l'achèvement des levées de réserves constatées par procès-verbal dans les conditions prévues au CCAG travaux ou aux pièces particulières des marchés publics de travaux : 35,00% ;
- ▶ à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages prévu au C.C.A.G. travaux ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître de l'ouvrage en application dudit CCAG Travaux : 25%.

#### **Missions complémentaires :**

##### **a) Élément OPC :**

Les prestations incluses dans cette mission sont réglées mensuellement au prorata de l'avancement des travaux, sur la base de la durée du chantier définie par l'OS de démarrage de l'exécution des travaux.

Si la durée du chantier est prolongée, le solde de cet élément de mission sera réglé mensuellement, sur la base de cette nouvelle durée

##### **b) Élément SYN**

Les prestations incluses dans cette mission sont réglées mensuellement au prorata de l'avancement des travaux, sur la base de la durée du chantier définie par l'OS de démarrage de l'exécution des travaux.

Si la durée du chantier est prolongée, le solde de cet élément de mission sera réglé mensuellement, sur la base de cette nouvelle durée.

##### **■ Rémunération des éléments :**

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considéré comme constituant des phases techniques d'exécution, sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

Le pourcentage de l'élément AOR de la mission de base devra être compris entre 5 et 10%-du montant global de la rémunération de cette mission de base.

Les acomptes relatifs aux éléments ou parties d'éléments de la mission considérée seront payés sur la base du forfait provisoire de rémunération figurant à l'acte d'engagement. Après passation de l'avenant fixant le coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération, il sera procédé, si cela est justifié, à un réajustement en plus ou en moins du montant des acomptes relatifs aux éléments de mission à l'occasion du paiement de l'acompte relatif à l'élément APD ou PRO.

##### **■ Montant de l'acompte :**

**En dérogation à l'article 11.5 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre**, le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée aux articles ci-dessus.



Toutefois, dans le cas où le délai d'exécution est important, le maître d'œuvre pourra bénéficier d'acomptes par dérogations aux délais mentionnés aux articles ci-dessus, afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois conformément à l'article R.2191- 22 du Code de la Commande Publique.

Dans ce cas, l'état périodique, établi par le maître d'œuvre conformément aux stipulations qui suivent, comporte le compte rendu d'avancement de la phase en cours d'exécution à laquelle la demande d'acompte se rapporte, indique le pourcentage approximatif d'avancement de leur exécution. Ce pourcentage, après accord du maître de l'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant par application au montant de l'élément de mission auquel l'acompte se rapporte. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique dans les conditions ci-après définies :

#### **a) État périodique**

Chaque décompte est lui-même constitué de deux documents, à savoir l'état périodique et la demande de paiement :

- **État périodique**

L'état périodique, établi par le maître d'œuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission concernée.

L'état périodique est nécessaire pour justifier la demande de paiement à laquelle elle doit être annexée.

- **Demande de paiement**

Le maître d'œuvre présentera une demande de paiement dont le contenu est fixé à l'article 11.3.2 du CCAG-MOE, et comportant les mentions obligatoires définies à l'article D. 2192-2 du Code de la commande publique.

Cette demande de paiement est accompagnée de l'état périodique ci-dessus mentionné.

#### **b) Projet de décompte périodique**

En application de l'article 11.10 du C.C.A.G.-Maîtrise d'Œuvre, le maître d'œuvre présentera au maître de l'ouvrage ses notes d'honoraires par courriel ou par tous autres moyens de communication dématérialisé mis en place pour l'opération.

Les dates de présentation des situations par le maître d'œuvre, de vérification et de validation par les représentants du maître d'ouvrage.

Ces dates valent « accusé de réception » pour l'abonné suivant, conformément au circuit de vérification imposé par le service. Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L. 2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Les libellés des prestations et des fournitures faisant l'objet des facturations doivent être exprimés en clair.

Afin d'assurer la bonne intégration de ces factures sur le site Chorus Portail Pro, ces dernières devront être adressées en renseignant :

- Les codes SIRET des entités destinataires : Voir annexe à l'acte d'engagement
- Le numéro et le code de service du marché seront communiqués au titulaire à la notification

Les projets de décomptes mensuels sont pris en charge et gérés par le service qui détermine les informations qui les constituent, leur circuit de vérification et le modèle de présentation des pièces justificatives transmises au comptable public.

#### **c) Décompte périodique**

Pour l'application de l'article 11.6 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, le maître d'ouvrage établit le décompte périodique.

Les pièces justificatives transmises au comptable public reprendront (notamment),

- l'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées
- les pénalités appliquées ;

#### **d) Acompte périodique**

Le montant de l'acompte périodique à verser au maître d'œuvre est déterminé par le maître de l'ouvrage qui déterminera le circuit de validation. Cet acompte reprendra, notamment :

- Les montants des décomptes périodiques en cours et précédent
- L'incidence de la T.V.A.
- Le montant total de l'acompte à verser,

#### ■ Solde :

En application de l'article 11-7 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, après constatation de l'achèvement total de sa mission dans les conditions prévues à l'article « **achèvement de la mission** » du présent CCAP, le maître d'œuvre adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

#### ■ Décompte final :

Le décompte final établi par le Maître d'Œuvre comprend :

- a) Le forfait définitif de la rémunération de la mission de base ;
- b) Le montant des missions complémentaires ;
- c) La pénalité éventuelle pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage, telle que définie à l'article 9 du présent C.C.A.P;
- d) Les pénalités ou primes éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre en application du présent marché ;
- e) La rémunération en prix de base, hors T.V.A. due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au poste a) et b) diminué des postes c) et d) ci-dessus ;
- f) Le détail des calculs, avec justifications à l'appui, des coefficients de révision des prix ;

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

#### ■ Décompte général – état du solde:

Le maître de l'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- a) Le décompte final ci-dessus ;
- b) La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage ;
- c) Le montant, en prix de base hors T.V.A., du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte périodique antérieur ;
- d) L'incidence de la T.V.A. ;
- e) L'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes c), d) e) et ci-dessus ;
- f) La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le maître de l'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général et l'état du solde.

Les dispositions des articles 11.8.3 et 11.8.4 du CCAG-MOE sont applicables.

En cas de refus par le maître d'œuvre du décompte général notifié, le maître d'œuvre doit, dans le délai de 30 jours précité, remettre au maître d'ouvrage un mémoire en réclamation explicitant les motifs de ce refus et les sommes dont il demande le règlement, accompagné des pièces justificatives. Dans ce cas, les dispositions des articles 35.3 et 35.5 du CCAG-MOE sont applicables.

#### ■ Règlement des sous-traitants:

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations objet du marché sous réserve de l'acceptation ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur (CH de Versailles, établissement support du GHT 78 sud).

L'acceptation et l'agrément d'un sous-traitant direct entraînent obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

#### ■ Déclaration de sous-traitance:

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu, du pouvoir adjudicateur, l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant

L'acceptation et l'agrément sont subordonnés aux éléments suivants :

La déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) ;

Une présentation de la société ;

La nature des prestations sous-traitées ;

Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;

Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;



Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ;  
La date (ou le mois) d'établissement des prix ;  
La déclaration du sous-traitant comportant ses capacités professionnelles et financières (formulaire DC2) ;  
Les attestations d'assurances professionnelles ;  
Le compte à créditer (relevé d'IBAN/BIC).

■ **Cession ou nantissement de créances:**

Conformément à l'article R. 2191-51 du Code, un certificat de cessibilité peut être délivré pour chaque bon de commande émis.

Le certificat de cessibilité se substitue à l'exemplaire unique et il est délivré par le pouvoir adjudicateur à la demande du Titulaire. Après réception de la demande du Titulaire, le pouvoir adjudicateur lui adresse le certificat de cessibilité complété de son montant et de la désignation du comptable assignataire des paiements (il est possible d'émettre un certificat de cessibilité par bon de commande ou compiler plusieurs bons de commande sur un seul certificat de cessibilité dès lors que ceux-ci sont bien identifiés sur ledit certificat de cessibilité).

Le sous-traitant admis au paiement direct peut céder ou nantir, à concurrence du montant des prestations qui lui sont réglées directement, tout ou partie de sa créance. Si la sous-traitance est déclarée en cours de marché l'exemplaire pour nantissement doit être restitué pour être modifié.

## 6. MODALITES D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

---

### 6.1. Modalités d'attribution des marchés subséquents

A la survenance d'un besoin remplissant les conditions du lancement d'un marché subséquent (voir rubrique « Articulation des marchés subséquents » de l'article 3 du présent document), le pouvoir adjudicateur procède à une remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre pour le ou les lots concernés.

■ **Obligation de réponse**

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à formuler une réponse à l'occasion de chaque remise en concurrence ou demande de remise d'offre pour la conclusion d'un marché subséquent.

En cas de non-réponse, à trois reprises, à ces remises en concurrence ou ces demandes de remise d'offre, le titulaire de l'accord-cadre encourt la résiliation de celui-ci sans indemnité en plus des éventuelles pénalités correspondantes.

L'absence de réponse n'est admise que si le titulaire, lorsqu'il n'est pas en mesure de répondre à la demande, informe le pouvoir adjudicateur de sa décision motivée, avant la date limite de réception des offres, sous peine d'application des pénalités prévues dans le présent document. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'admettre la motivation de non-participation à la procédure.

■ **Remise en concurrence ou demande remise d'offre**

- Contenu du dossier de consultation des entreprises des marchés subséquents

Cette remise en concurrence ou demande de remise d'offre est réalisée par le pouvoir adjudicateur via la diffusion par le profil acheteur PLACE, d'un succinct dossier de consultation des entreprises propres au marché subséquent concerné.

**Dans le silence du marché subséquent concerné, les clauses de l'accord cadre s'appliquent.**

Ce dossier de consultation des entreprises contient notamment :

- Une lettre de consultation reprenant les informations suivantes : l'objet de la mission ou de l'opération, la date de démarrage et la durée prévisionnelle de la mission ou l'opération, la date et heure limite de réception des offres, les modalités et adresses de dépôts des plis, les modalités de visite de site éventuelles, les personnes à contacter pour toute demande de renseignements,

- Un acte d'engagement valant cahier des clauses administratives particulières contenant les informations suivantes : l'objet de la mission ou de l'opération, les prestations à réaliser, les acomptes et avances spécifiques, la date de démarrage et la durée prévisionnelle de la mission ou l'opération, la forme du prix,
- Un cahier des clauses techniques particulières précisant les informations suivantes : l'objet de la mission ou de l'opération, les prestations à réaliser, les livrables éventuels à remettre, le découpage en phases éventuelles, les contraintes de durée et d'exploitation, les délais d'exécution, l'estimation de charge par niveau de qualification et les savoir-faire recherchés, les contraintes particulières liées à la prestation, la présence d'un prestataire tiers (CT, CSPS, BET, ...)
- Un cadre de décomposition du prix global et forfaitaire précisant les différents postes des prestations.

Les pièces du succinct dossier de consultation des entreprises et les informations contenues dans ces pièces ne sont pas exhaustives. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'adapter le contenu du dossier de consultation des entreprises et des informations y afférent en fonction de la nature et technicité de la prestation ou l'opération objet de marché subséquent.

- Délais de remise des offres

Le délai de remise de l'offre laissé au titulaire pour chaque marché subséquent est raisonnablement fixé par le pouvoir adjudicateur, compte tenu de la technicité de la demande et du volume du projet. Ce délai de réponse ne peut pas être inférieur à deux semaines. Le délai court à compter de l'envoi des pièces constitutives du marché subséquent sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur. Ce délai est exprimé en jours calendaires.

- Remise de l'offre

Le complément d'offre est adressé au pouvoir adjudicateur via son profil acheteur(PLACE).

Les éléments demandés sont adressés par le titulaire avant la date limite de réception des offres, sous peine de rejet. Toute offre arrivée après ce délai est rejetée.

Le délai de validité des offres remises au titre des marchés passés sur le fondement de l'accord-cadre est de 120 jours.

- Attribution des marchés et rejet des offres

L'attribution des marchés subséquents passés sur le fondement du présent accord-cadre se fait, sous réserve de stipulations contraires dans la demande d'offre complémentaire de chaque marché, sur la base des critères suivants :

- Le critère prix :

Le prix formulé pour un marché subséquent ne saurait être supérieur au prix figurant dans le bordereau des prix unitaires du lot concerné.

Le critère technique :

Les critères seront définis au moment de chaque projet

Les pondérations et sous critères seront communiqués pour chaque marché subséquent pour le lot 2 En cas de multi-attribution, les titulaires non retenus sont avertis via le profil acheteur du pouvoir adjudicateur le plus rapidement possible, dès que le pouvoir adjudicateur a fait son choix.

L'attribution des marchés subséquents est matérialisée par l'envoi d'une notification.

#### ■ Attribution du marché subséquent :

A chaque marché subséquent, un acte d'engagement sera alors signé avec le titulaire de l'accord-cadre ayant présenté l'offre la mieux disante, au regard des critères d'attribution du présent CCAP.

#### ■ Renégociation du taux d'honoraire du maître d'œuvre :

Les taux d'honoraires de rémunération du ou des maître (s) d'œuvre seront renégociés en fonction des opérations de travaux et de leur degré de complexité lors des marchés subséquents

- **Non remise en concurrence pour des raisons techniques**

Conformément à l'article R 2162-10 du Code la Commande Publique, l'attribution de certains marchés subséquents ne donne pas lieu à remise en concurrence lorsqu'il apparaît que, pour des raisons techniques, ces marchés ne peuvent plus être confiés qu'à un titulaire déterminé.

- **En cas d'infiructuosité d'un marché subséquent**

En cas d'infiructuosité d'un marché subséquent, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de solliciter l'ensemble des titulaires du ou des corps d'état concernés ou de recourir à une nouvelle procédure (marché négocié, marché à procédure adaptée).

## **7. REALISATION DES PRESTATIONS**

---

### **7.1. Conditions de réalisation des prestations**

Le maître de l'ouvrage ou son représentant se réservent le droit d'organiser toute réunion concernant les prestations objet du marché.

L'augmentation de la fréquence de ces réunions n'ouvrira droit à aucune rémunération complémentaire au profit du titulaire.

La rédaction et la diffusion des comptes rendus de ces réunions est assurée par le maître d'ouvrage ou son représentant, sauf pour la réunion hebdomadaire de chantier conformément à l'article 1.5.3 du présent CCAP dont le compte-rendu est rédigé par le maître d'œuvre, cotraitant du groupement titulaire, puis validé par le maître d'ouvrage.

- **Suivi de l'exécution des travaux :**

La direction de l'exécution des travaux incombe au maître d'œuvre qui est le seul responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et l'unique interlocuteur des entrepreneurs.

Il est tenu de faire respecter par l'entreprise l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

- **Transfert de propriété des livrables :**

La réception des livrables par le Pouvoir adjudicateur entraîne transfert de propriété de ces derniers. A chaque réception des livrables concernant les prestations objets du présent marché, le titulaire adresse au Pouvoir adjudicateur toute la documentation associée au livrable (technique, fonctionnelle, administrative, etc.) rédigée en langue française. Les livrables sont des fichiers sources et exécutables, des données, des documents papiers et des documents informatiques.

Pour les documents informatiques, à ce jour, le Pouvoir adjudicateur accepte les formats standards suivants de fichiers sur support lisible par un PC sous Windows, avec le code suffixe (.xls, .doc, .pdf, etc.) qui déterminent partiellement ou en totalité le format du fichier utilisé.

Le titulaire est informé que le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire évoluer le formalisme relatif au support de remise des livrables selon sa politique interne de Sécurité des données et informations.

- **Instruction des mémoires de réclamation :**

Le délai d'instruction des mémoires de réclamation est d'un mois à compter de la date de réception par le maître d'œuvre du mémoire de réclamation.

- **Réunion pendant la phase de conception :**

Les réunions en phase de conception ont lieu à la Direction des Investissements et du Patrimoine de chaque établissement concerné par le présent accord-cadre, ou exceptionnellement sur un autre site (locaux du groupement ou à proximité du futur site de construction).

Lors de l'élaboration des dossiers à chaque phase d'étude, des réunions de conception seront organisées avec la maîtrise d'ouvrage, en présence du représentant du groupement titulaire, dont le cotraitant maître d'œuvre. Le nombre de ces réunions seront fixées dans le CCP du marché subséquent pour les phases DIAG APS APD et de même celles pour les phases PRO DCE et ACT.

Ces réunions auront pour but de présenter l'état d'avancement du projet, et d'aborder les problématiques de conception se posant dans le développement des études.

#### ■ Réunion pendant la phase de réalisation :

Le titulaire assure l'organisation et la direction des réunions de chantier dont la fréquence figure au CCTP.

Chacune des entités du titulaire devra être systématiquement représentée. Le représentant du maître d'ouvrage devra être invité à chacune de ces réunions de chantier, auquel le maître d'ouvrage participera autant que nécessaire.

Lors de ces réunions, le titulaire informe le maître de l'ouvrage ou son représentant sur l'état d'avancement des études, des travaux et de l'aménagement, sur l'évolution des dépenses correspondantes ainsi que des modifications prévisibles sur l'ensemble de ces domaines.

Les réunions de chantier se déroulent sur site. Les installations de chantier sont équipées en conséquence des locaux adaptés.

## 7.2. Modalités d'exécution des prestations

Toutes les prestations objet du présent marché sont exécutées par la mise en place de marché subséquent.

#### ■ En phase études :

- Réunions préparatoires

Pour les missions prévues en phase d'étude, le maître d'œuvre s'engage à respecter le nombre de réunion prévue à minima au CCAP 7.1 du présent document et qu'il aura préalablement préciser dans son offre.

Ces réunions sont des préalables obligatoires à la rédaction et la remise des livrables prévus.

- Présentation des livrables

Par dérogation à l'article 20.4.2 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le maître d'ouvrage de la date à laquelle les études lui seront présentées.

Les documents d'études sont remis par le maître d'œuvre au maître de l'ouvrage pour vérification et réception. Le tableau ci-après précise le nombre d'exemplaire à fournir. Le maître d'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.

Le maître d'ouvrage accuse réception de la remise des études.

- Délais de remise des livrables

Le délai de remise des livrables se confond avec la durée d'exécution des prestations de chaque mission fixée à l'article A du présent document.

Chaque phase se conclut par la remise du livrable qui fait l'objet d'une réception par la maîtrise d'ouvrage.

Si les délais ne sont pas respectés par le maître d'œuvre, sont appliquées de plein droit et sans mise en demeure préalables les pénalités prévues à l'article 9 du présent CCAP.

- Délais d'approbation des documents par le maître d'ouvrage

Par dérogations à l'article 20.2 du CCAG/MOE, le maître d'ouvrage dispose des délais ci-dessous exprimés en nombre de semaines calendaires pour procéder à la vérification des documents d'études : ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise des études par le maître d'œuvre.

	Délais d'approbation
Etudes d'avant-projet sommaire et définitif	21 jours
PRO DCE	21 jours

A l'issue des opérations de vérifications, le maître d'ouvrage prend la décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 21 du CCAG/MOE.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans les délais définis ci-dessus, la prestation est considérée comme acceptée, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément au dernier alinéa de l'article 21 du CCAG/MOE.

L'approbation tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

- **Prolongation du délai d'exécution**

Conformément aux dispositions de l'article 15.3 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre dispose d'un délai de trente (30) jours pour notifier au maître d'ouvrage les causes qui font obstacle à l'exécution des prestations dans les délais contractuels. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution en indiquant la durée de cette prolongation.

Le maître d'ouvrage dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception de cette demande pour notifier au Titulaire sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

La durée d'exécution du marché est prolongée de la durée nécessaire à la réalisation des prestations réalisées sur réquisition ou pour les besoins du marché passé en urgence impérieuse.

En cas d'une prolongation de la durée d'exécution des prestations au-delà de 10% par rapport à celle prévue initialement ou résultant des marchés de travaux, les parties se rapprochent afin d'examiner les causes de ce retard et de déterminer si ce retard ouvre droit à rémunération complémentaire.

- **En phase Travaux :**

- **Les ordres de service**

Les ordres de service sont écrits. Ils sont préparés, datés, numérotés par le maître d'œuvre et signés et notifiés par le maître d'ouvrage. Le titulaire en accuse réception datée.

Les ordres de service émis par le maître d'œuvre entraînant une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délai d'exécution, de durée et de montants, font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage.

- **Vérifications des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs**

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet sa demande de paiement mensuelle au maître d'œuvre, sous la forme de projet de décompte. Ce projet de décompte établit le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis sa notification.

Le projet de décompte mensuel comporte le relevé des travaux exécutés, une date et les références du marché. Il est alors compté une fraction du prix égale au pourcentage d'exécution de l'ouvrage ou de la partie d'ouvrage en cohérence avec la décomposition de prix.

Le titulaire joint au projet de décompte mensuel les pièces suivantes :

- Le calcul, avec justifications à l'appui, des coefficients d'actualisation ou de révision de prix
- Les copies des demandes de paiement des sous-traitants acceptées par le titulaire

Le titulaire transmet pour validation le décompte mensuel au maître d'œuvre. Celui-ci établit un état d'acompte et le transmet pour validation au maître d'ouvrage dans un délai maximum de **7 jours** calendaires à compter de la réception de la demande de paiement mensuelle.

Si cette notification n'intervient pas dans un délai de sept (7) jours à compter de la réception de la demande du titulaire, celui-ci en informe le maître d'ouvrage qui procède au paiement sur la base des sommes qu'il admet.

Le maître d'œuvre se verra appliquer les pénalités de retard sans mise en demeure préalable prévues à l'article I du présent document.

#### • **Vérification du projet de décompte final des entrepreneurs**

Après l'achèvement des travaux, le titulaire établit le projet de décompte final, concurremment avec le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution des prestations. Ce projet de décompte constitue la demande de paiement final du titulaire. Il est établi à partir des prix initiaux du marché, comme les projets de décomptes mensuels et comporte les mêmes parties.

Dans le projet de décompte final, le titulaire doit récapituler les observations qu'il a émises et qui n'ont pas été acceptées par le maître d'œuvre ou la maître d'ouvrage, sous peine de les voir abandonnées.

Le titulaire notifie son projet de décompte final, simultanément au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, dans un délai de **trente (30) jours** à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux. Le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte.

Le maître d'œuvre établit le projet de décompte général qui comprend :

- Le décompte final,
- L'état du solde,
- La récapitulation des acomptes mensuels et du solde.

Le maître d'œuvre transmet le projet de décompte général au maître d'ouvrage dans un délai de dix **(10) jours** calendaires à compter de la réception du projet de décompte général.

#### • **Visa des études faites par les entrepreneurs**

Le titulaire établit, d'après les documents particuliers du marché, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs et études de détail.

Les plans, notes de calculs, études de détail et autres documents établis par les soins ou à la diligence du titulaire sont soumis au visa du maître d'œuvre. Le titulaire fournit au maître d'œuvre l'ensemble des documents nécessaires à l'exécution des ouvrages qu'il doit réaliser.

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de dix **(10) jours** à compter de la réception effective des documents. Si les délais ne sont pas respectés par le maître d'œuvre, ce dernier encourt sans mise en demeure préalable l'application des pénalités prévues à l'article I du présent document.

#### ■ **Remise des documents d'études :**

Le maître d'œuvre avise par écrit le maître d'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui sont présentés.

Les documents d'études sont remis par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage pour vérification et réception. Le maître d'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents mentionnés ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.

La livraison de chaque mission par le titulaire s'effectuera avec une version numérique complète ainsi qu'une version papier. Les pièces à fournir par mission sont définies au programme.

Les dossiers faisant l'objet d'une instruction externe : Permis d'aménager, Dossier Loi sur l'eau, Dossier de subvention seront reproduits par le titulaire autant de fois que demandé par le service instructeur.

#### ■ **Vérification des documents d'étude :**

En application de l'article 20.2 dernier alinéa du CCAG Maîtrise d'œuvre, la décision par le maître d'ouvrage d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet des documents d'études ci-dessus doit intervenir avant l'expiration d'un délai de 2 mois.

Ce délai court à compter de la date de l'accusé de réception par le maître d'ouvrage du document d'étude à admettre.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai mentionné ci-dessus, la prestation est considérée comme admise, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 21 du CCAG.

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître d'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, du même délai.

### **7.3. Clause de réexamen**

#### ■ **Evolution réglementaire ou législative :**

Le marché public est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché public, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché public.

L'Acheteur pourra modifier le marché public afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation, en application des articles L. 2194-1 1°, R. 2194-1 du code de la commande publique. En cas de refus de la part du titulaire, le marché public sera résilié sans indemnisation.

Ce changement fera l'objet de modifications de marchés publics. Le montant maximum peut-être augmenté dans le cadre des hypothèses ci-après :

##### ➤ **Augmentation du montant maximum :**

- En cas de mise en œuvre des clauses de réexamen prévues au marché ;
- En cas de circonstance imprévisible pour le titulaire ayant un impact significatif sur l'exécution du marché ;
- En cas d'atteinte du montant maximum dès la moitié de la durée de l'accord-cadre, le montant maximum initial est majoré de 40%.

La modification du maximum donne lieu à une signature d'un avenant. Elle ne peut excéder, en tout état de cause, 50% du montant maximum initial.

#### ■ **Evolution en raison d'une solution innovante :**

Si, au cours de l'exécution du contrat, les parties contractantes ont connaissance d'une solution innovante en rapport avec l'objet du contrat, celle-ci peut être mise en œuvre par le titulaire en dérogeant aux prescriptions du cahier des charges, avec l'accord de l'acheteur et du titulaire. Ces modifications des prestations ne doivent pas être de nature à entraîner une modification substantielle du contrat.

#### ■ **Evolution en raison de prestations récurrentes en régie :**



Lorsque des prestations sont réalisées de manière récurrente aux moyens des taux horaires et des coefficients sur fournitures ou de pourcentage de réduction sur catalogue, l'acheteur peut, par voie d'avenant, intégrer ces nouvelles prestations dans les prestations du bordereau de prix.

## 7.4. Vérification des prestations

### ■ Opérations de vérification :

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à l'acheteur de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le contrat, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le contrat comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Conformément à l'article 20.2 du CCAG Maîtrise d'œuvre, l'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

Par dérogation à l'article 21 alinéa 2 du CCAG, la décision de lancement d'un élément de mission ne vaut pas admission tacite de l'élément de mission précédent.

### ■ Opérations de vérification de l'étude :

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à l'acheteur de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le contrat, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le contrat comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Les matières et objets nécessaires aux essais sont prélevés par l'acheteur public sur les livraisons

## 8. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

### ■ Obligation de résultat du titulaire

Le titulaire est tenu à une obligation de moyen sur l'ensemble de la prestation.

Sous réserve des stipulations du présent marché, le titulaire met en œuvre son savoir-faire et les moyens dont il est réputé détenir la maîtrise pour exécuter et réaliser l'objet du marché dans les conditions les plus favorables à l'économie du marché.

Le titulaire ne peut pas se prévaloir, ni pour éluder ses obligations, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par l'interruption ou le report de toutes prestations décidés par le pouvoir adjudicateur.

L'administration se réserve le droit de procéder à des augmentations ou diminutions des prestations prévues, sans que le titulaire puisse élever une réclamation.

### ■ Devis

Le délai d'émission des devis est de 14 jours calendaire.

Les devis émis sont conformes au prix et à la forme des annexes financières du marché, elle inclut également obligatoirement un délai d'exécution des prestations qui devient contractuel.

### ■ Assurances :



Le titulaire doit contracter les assurances permettant :

- de garantir sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, du représentant de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations. Pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L.243-1-1 du Code des assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale.
  - De couvrir les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie fournie lors de la notification du marché, conformément à l'article L.241-1 du Code des assurances.
- Cette obligation est sans objet si les attestations fournies, le cas échéant, lors de la consultation, demeurent en vigueur.
- A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours calendaires à compter de la réception de la demande.

#### ■ Confidentialité et protection des données personnelles :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et s'engage à :

- les traiter conformément à l'usage prévu au contrat ;
- les traiter selon les instructions du donneur d'ordre ;
- garantir leur confidentialité ;
- limiter l'accès aux seules personnes autorisées ;
- signaler toute violation de ces règles auprès de l'acheteur et de la CNIL.

Pour assurer cette protection, il incombe à l'acheteur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du contrat.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de protection qui s'imposent à lui pour l'exécution du contrat et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

#### ■ Obligation de vigilance :

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- le certificat social URSSAF ;
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

## 9. LITIGE ET SANCTIONS

---

### 9.1. Généralités sur les pénalités

Toute inexécution des obligations stipulées par le présent accord-cadre ou par les marchés subséquents passés sur son fondement, soit par défaut de livraison ou de réparation, soit par non intervention dans les délais prévus, soit par carence en matériel lors d'une intervention ou service mal ou incomplètement exécuté, soit par retard, donne lieu à des pénalités.

En cas de retard ou dysfonctionnement répété, le titulaire de l'accord-cadre encourt la résiliation de l'accord-cadre ou du marché subséquent concerné à ses torts et à ses frais, après mise en demeure.

Le pouvoir adjudicateur établit un mémoire indiquant les périodes de pénalités concernées et leurs montants. Ces pénalités sont retenues sur les factures présentées par le titulaire. Le montant de la pénalité est dû quel que soit son montant par dérogation à l'article 16 du CCAG MOE.

### 9.2. Pénalités

Les dispositions de l'article 16.2.4 du CCAG-MOE relatives aux pénalités de retard octroient au maître d'ouvrage un délai de quinze (15) jours pour notifier au Titulaire le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés.

Ce dernier dispose d'un délai de quarante-huit (48) heures pour formuler ses observations par écrit à la maîtrise d'ouvrage.

Si le maître d'ouvrage considère que les observations formulées par le maître d'œuvre ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

■ **Pénalités en cas de retard dans la présentation des documents :**

En dérogation à l'article 16.2 du CCAG/MOE, en cas de retard imputable au maître d'œuvre dans la présentation des documents, dont les délais sont fixés à l'article E-1 du présent document, le maître d'œuvre encourt une pénalité forfaitaire de **150 € HT** par jour calendaires de retard .

En dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG/MOE, le maître d'œuvre n'est pas exonéré des pénalités dont le montant n'excéderait pas 1 000 € HT pour l'ensemble du marché.

■ **Pénalités applicables à la mission VISA:**

Par dérogation à l'article 16.2 du CCAG/MOE, si ce délai relatif à l'examen des études d'exécution fixé à l'article E-1 du présent document n'est pas respecté, et, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, une pénalité forfaitaire par jour calendrier de retard fixée à **100 € HT**.

■ **Pénalités en cas de retard dans la vérification des projets de décomptes et du décompte final:**

Si les délais fixés aux cahiers des Clauses Techniques particulières des lots 1 et 2 ne sont pas respectés, le maître d'œuvre encourt une pénalité forfaitaire, par jour calendrier de retard fixée à **50 € HT**.

Si le retard du maître d'œuvre entraîne le versement d'intérêts moratoires aux entreprises, le montant des pénalités qu'il encourt est égal au montant des intérêts moratoires qui lui sont imputables.

■ **Pénalités en cas de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation:**

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation présentés au plus tard lors de la présentation du projet de décompte final, est de **15 jours** à compter de la réception par le maître d'ouvrage du mémoire en réclamation de l'entreprise.

Passé ce délai, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant par jour calendrier de retard est de **200 € HT**.

■ **Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance:**

Si le coût de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit :

**Montant de la pénalité** = (coût de référence - seuil de tolérance) x 10 % (taux de pénalité)

Cependant, conformément à l'article R. 2432-4 du code de la commande publique, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

■ **Pénalités dans l'exécution des marchés de travaux:**

• **Non-respect des délais d'exécution des travaux**

En cas de retard d'exécution du fait reconnu du Maître d'œuvre, excédant une franchise de quinze jours (15) ouvrables, ce dernier encourt une pénalité forfaitaire de **200 € HT** par jour calendrier de retard.

• **Absence aux convocations**

Pour toute absence constatée et non justifiée du maître d'œuvre aux réunions prévues à l'article E-1 du présent document, le maître d'œuvre encourt de plein droit et sans mise en demeure préalable l'application d'une pénalité forfaitaire de **100 € HT** par jour calendaire de retard.

■ **Pénalités en cas de retard dans la transmission des rapports de suivi:**

En cas de retard dans la transmission des rapports de suivi une pénalité de 50€/jour avec un plafond de 2500 € HT sur une mission sera appliquée.

■ **Pénalités en cas de retard dans la rédaction des Documents de Consultation:**

En cas de retard dans la rédaction des documents de consultation une pénalité de 100€/jour avec un plafond de 5000 € HT sur une mission sera appliquée.

■ **Pénalités en cas de retard dans la phase de réalisation des travaux:**

En cas de retard dans la phase de réalisation des travaux de 150€/jour avec un plafond de 7500 € HT sur une mission sera appliquée.

■ **Pénalités en cas de non-respect des délais de transmission des comptes rendus de réunions et d'inspections:**

En cas de non-respect des délais de transmission des comptes rendus de réunions et d'inspections une pénalité de 25€/jour avec un plafond de 1000 € HT sur une mission sera appliquée.

### 9.3. Pénalités diverses

■ **Pénalités pour non-respect des normes et exigences techniques :**

Une pénalité de 2500 € HT pour chaque non-conformité majeure identifiée lors des inspections pour une mission sera appliquée.

■ **Pénalités pour défaut de coordination:**

Une pénalité de 1500 € HT pour chaque incident de coordination majeur entraînant des retards ou des surcouts pour une mission sera appliquée.

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard ou du manquement.

### 9.4. Autres dispositions

■ **Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :**

Les dispositions de l'article 52.2 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure rester sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ **Suivi de l'exécution des travaux :**

Conformément aux dispositions du C.C.T.P., la direction de l'exécution des travaux incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs. Il est tenu de faire respecter par l'entreprise l'ensemble des

stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

Les modalités de présence de la Maîtrise d'Œuvre sur le chantier sont précisées au CCTP ; cependant il est précisé que le Maître d'œuvre mandataire commun du groupement ou l'architecte associé à l'équipe et désigné pour réaliser le chantier, est tenu d'assurer lui-même la direction de l'exécution des travaux. En outre, il a l'obligation de se faire assister aux réunions de chantier hebdomadaires par au moins un représentant du ou des bureaux d'études.

Le Maître d'œuvre proposera à l'agrément du Maître de l'Ouvrage, avec leur curriculum vitae, les noms de toutes les personnes chargées d'assurer avec lui la direction du chantier.

Il ne pourra déléguer la partie de cette mission qui concerne **la participation physique à toutes les réunions de chantier**, qu'avec l'accord préalable écrit du Maître de l'ouvrage, sur le nom de son représentant à ces réunions. Dans le cas où cet accord serait donné, il devra néanmoins participer personnellement :

- ▶ Aux réunions mensuelles maîtrise d'œuvre / maîtrise d'ouvrage.
- ▶ Aux visites de chantiers programmées par le Maître de l'ouvrage, son représentant agréé devant lui-même être présent aux visites inopinées, à condition d'en être avisé quarante-huit heures (48h) à l'avance.
- ▶ Aux opérations de réception des travaux.

Un journal de chantier sera ouvert, où seront consignées les visites et les constatations du Maître d'œuvre.

Le non-respect des obligations prévues au présent article pourra donner lieu, sans mise en demeure préalable, et sans préjudice de l'application des pénalités prévues à l'article 9.

#### ■ Utilisation des résultats:

Il sera fait application des articles 22-23 et 24 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre.

#### ■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

Tribunal administratif de Versailles

56, avenue de Saint-Cloud

78011 VERSAILLES

Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr

Site internet : <http://www.ta-versailles.juradm.fr>

## 10. FIN DU CONTRAT

---

#### ■ Achèvement de la mission:

La mission du maître d'œuvre s'achève à la plus tardive des dates suivantes :

- ▶ Expiration du délai de « Garantie de parfait achèvement » (prévue au CCAG applicable aux marchés de travaux), éventuellement prolongé comme il est dit dans le CCAG travaux,
- ▶ Levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie, sur demande du maître d'œuvre, par le maître de l'ouvrage et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations. Cette décision, quels que soient son contenu et les formes dans lesquelles elle est rédigée, n'emporte pas renonciation du Maître de l'Ouvrage aux actions que ce dernier pourrait engager au titre des articles 1792 et suivants du Code Civil, ou sur tout autre fondement de responsabilité admis par la loi, le règlement, les stipulations du présent marché ou la jurisprudence.

#### ■ Suspensions des prestations :

Conformément aux dispositions de l'article 25.2 du CCAG-MOE, il peut être accordé au Titulaire une suspension de tout ou partie des prestations.

Dans un délai n'excédant pas quinze (15) jours, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du Titulaire pendant la suspension. Elles conviennent également des modalités de reprise de l'exécution, des modifications à apporter aux marchés et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le maître d'œuvre est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché.

#### ■ **Arrêt de la mission de maîtrise d'œuvre :**

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter, provisoirement ou définitivement, l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques.

Les éléments de mission confiés au maître d'œuvre sont des parties techniques au sens de l'article 20 du CCAG.

La décision d'arrêt des prestations qu'elle soit définitive ou temporaire ne donne lieu à aucune indemnité. Seule la décision d'arrêt définitif des prestations entraîne également la résiliation du contrat

#### ■ **Résiliation pour motif d'intérêt général :**

A tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général.

L'indemnisation est fixée à 5 % du montant HT du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées dans le cadre d'une des missions de base.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par l'acheteur public sur les missions non réalisées, le titulaire ne percevra pas d'indemnité par dérogation à l'article 31 du CCAG-MOE

#### ■ **Résiliation pour faute :**

L'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 50.3.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

L'article 30 du CCAG-MOE est complété dans ces dispositions par :

Concernant le contrat, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-7 du Code de la Commande Publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la Commande Publique, il sera résilié aux torts du titulaire.

#### ■ **Redressement ou liquidation judiciaire :**

En cas de mise en redressement ou liquidation judiciaire, le titulaire adresse sans délai le jugement au pouvoir adjudicateur. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou d'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché peut être prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

#### ■ **Certificat de bonne exécution :**

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

#### ■ **Régime de la garantie :**

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour l'acheteur, celui-ci peut exiger une solution de remplacement aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le titulaire dispose de ... pour effectuer les mises au point et réparations demandées. Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

#### ■ **Règlement amiable des différends**

Le pouvoir adjudicateur ou le(s) titulaire(s) peuvent soumettre tout différend qui les oppose à un comité consultatif de règlement amiable ou d'arbitrage, dans les conditions prévues aux articles L. 2397-1 à L. 2397-3 du code de la commande publique.

#### ■ **Règlement des litiges**

Le présent marché est soumis au droit administratif français et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes pour connaître de ses litiges.

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché est de la compétence exclusive du tribunal du lieu d'exécution du marché :

Tribunal administratif de Versailles  
56 avenue Saint-Cloud  
78011 Versailles  
Tél : 0139205400 - Télécopie : 0129205487  
Courriel : [greffe.ta-versailles@juradm.fr](mailto:greffe.ta-versailles@juradm.fr)  
Site internet : <http://www.ta-versailles.juradm.fr>

#### **Liste des dérogations au CCAG Maîtrise d'œuvre :**

La rubrique *Pièces contractuelles* du contrat déroge aux articles 4.1 et 4.2 du CCAG  
La rubrique *Opérations de vérifications* du contrat déroge à l'article 24 alinéa 2 du CCAG  
La rubrique *9.1 - Pénalités* du contrat déroge à l'article 16.2 du CCAG  
La rubrique *Utilisation des résultats* du contrat déroge à l'article 24.1 du CCAG

La rubrique *Opérations de vérification* de l'article 7.3 du contrat déroge à l'article 21 alinéa 2 du CCAG